

**Appel d'offres ouvert**

(Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.21361-5 du code de la commande publique.)

**MARCHÉ PORTANT SUR LA REALISATION DE QUATRE ENQUETES SUR LES  
DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT POUR LES  
PROCEDURES LANCEES EN 2024,2025, 2026 ET 2027**

**Marché n° 25CP09**

## **Cahier des clauses particulières (CCP)**

# Sommaire

Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur) .....	3
Article 2. Objet du marché.....	3
Article 3. Présentation et objectif du projet.....	3
Article 4. Cadre de réalisation du projet.....	4
Article 5. Actions détaillées par enquête (CF. calendrier en annexe).....	4
5.1 Mission ENQUETE.....	4
5.2 Mission EXPERTISE.....	6
5.3 Mission D'INFORMATIQUE.....	6
Article 6. Contraintes de réalisation .....	7
Article 7. Profil du prestataire.....	7
Article 8. Structuration du marché.....	7
8.1 Allotissement.....	7
8.2 Forme du marché.....	7
Article 9. Pièces constitutives du marché.....	7
Article 10. Durée de validité du marché et début d'exécution du marché.....	8
Article 11. Date de fin de l'exécution.....	8
Article 12. Reconduction du marché.....	8
Article 13. Format et support.....	8
13.1 Présentation des documents.....	8
13.2 Modalité de remise des documents.....	8
13.3 Format des rapports et des dossiers.....	9
13.4 Poids des documents remis.....	9
Article 14. Obligation du titulaire .....	9
Article 15. Admissions des prestations .....	10
15.1 Décisions d'ajustement, de réfections ou de rejet notifiées par le pouvoir adjudicateur.....	10
15.2 Conséquence de l'admission des prestations.....	10
15.3 Prolongation des délais.....	10
Article 16. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen.....	10
16.1 Détermination des prix.....	10
16.2 Contenu des prix et prix de règlement.....	10
16.3 Révision des prix.....	10
16.4 Clause de sauvegarde .....	11
16.5 Garantie financière.....	12
16.6 Avance.....	12
16.7 Prestations similaires.....	12
16.8 Clause de réexamen.....	12
Article 17. RGPD.....	12

17.1 Opérations concernées.....	12
17.2 Rôle des parties.....	12
17.3 Obligation de confidentialité du titulaire.....	13
Article 18. Normes, spécifications techniques et sécurités.....	13
18.1 Normes.....	13
18.1 Spécifications techniques.....	13
18.2 Sécurités.....	14
Article 19. Personnel du titulaire.....	14
19.1 Identification du personnel du titulaire.....	14
19.2 Comportement du personnel du titulaire.....	14
19.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel.....	14
Article 20. Considération environnementale.....	14
Article 21. Conditions d'exécution des prestations.....	14
Article 22. Utilisation des résultats.....	14
22.1 Définition des résultats.....	14
22.2 Régime général des connaissances antérieures.....	15
22.3 Régime des résultats.....	15
22.3.1 Finalité et besoins d'utilisation des résultats.....	15
22.3.2 Droits de l'acheteur – régime des données.....	16
22.4 Droits du titulaire.....	16
Article 23. Langue.....	17
Article 24. Cautionnement.....	17
Article 25. Suivi administratif du marché.....	17
Article 26. Confidentialité et sécurité.....	17
Article 27. Exécution financière du marché.....	18
27.1 Présentation des factures.....	18
28.2 Règlement des sommes dues.....	19
Article 29. Pénalités.....	19
29.1 Pénalités de retard.....	19
29.2 Pénalités pour défaut d'exécution des prestations.....	19
29.3 Pénalité pour travail dissimulé.....	19
Article 30. Circonstances exceptionnelles.....	20
30.1 Force majeure.....	20
30.2 Imprévision.....	20
Article 31. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.....	20
Article 32. Autres obligations administratives.....	20
Article 33. Responsabilités et assurances.....	21
Article 34. Différends entre les parties.....	21
Article 35. Résiliation.....	21
Article 36. Dérogations au CCAG - PI.....	21

## Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur)

**L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AgroParisTech)**

**Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel**

dont le siège est situé au 22 Place de l'Agronomie – 91120 Palaiseau

représenté par Laurent Buisson agissant en qualité de Directeur général.

## Article 2. Objet du marché

L'objet du marché porte sur la réalisation de quatre enquêtes sur les délégations de services publics d'eau potable et d'assainissement pour les procédures lancées en 2024, 2025, 2026 et 2027, auprès des services d'eau et d'assainissement collectif et non collectif (communes, EPCI et syndicats) en France métropolitaine et en outre-mer, et auprès des bureaux de conseils.

## Article 3. Présentation et objectif du projet

Depuis 2000, le Ministère chargé de l'Environnement a commandé des études pour analyser les conséquences sur les services d'eau potable et d'assainissement de la mise en œuvre de la loi du 29 janvier 1993, dite « loi Sapin ». Depuis 20 ans, l'Observatoire Loi Sapin porté aujourd'hui par l'Office Français de la Biodiversité et AgroParisTech par son UMR Gestion de l'Eau Acteurs Usages, liés par une convention de coopération, analyse chaque année les avis d'appel public à concurrence pour les contrats de concession (DSP) pour l'eau, l'assainissement et l'assainissement non collectif. A partir de janvier 2026, l'Observatoire relance cette enquête pour les contrats de concession (DSP) relatifs aux procédures lancées en 2024, 2025, 2026 et 2027.

Dans ce cadre, AgroParisTech devra réaliser **1 enquête annuelle pendant 4 ans** auprès des services d'eau et d'assainissement collectif et non collectif (communes, EPCI et syndicats) en France métropolitaine et outre mer, et auprès des bureaux de conseils. Ces enquêtes porteront sur le déroulement des procédures de délégation de service public pour lancées en 2024, 2025, 2026 et 2027.

L'analyse de ces données donnera lieu à des **rapports écrits** destinés à l'information des décideurs et des gestionnaires en charge de la politique de l'eau. L'objectif est de connaître au mieux le déroulement de ces procédures et leurs résultats, notamment en termes de part de marché des divers opérateurs économiques, d'évolution du prix, de durée, de contenu des contrats et du conseil.

Les résultats obtenus seront utilisés pour informer les divers partenaires nationaux et étrangers sur la gestion des services français d'eau potable et d'assainissement.

**AgroParisTech reste l'unique propriétaire de cette étude, des données aux résultats.**

Les missions confiées au prestataire sont :

- la réalisation de l'ENQUÊTE : recensement des procédures, actualisation des questionnaires, appui au publipostage, relance des collectivités, renseignement de la base de données, contrôle de la fiabilité des données, exploitation des données par lancement des requêtes et par des statistiques, pré-renseignement des rapports avec la mise à jour des données annuelles et du diaporama de présentation des résultats, mise en page des rapports, participation à la réunion annuelle de présentation. AgroParisTech se charge des impressions du publipostage, de l'administration de l'enquête aux collectivités, de la rédaction des rapports.

- un appui en EXPERTISE : appui à AgroParisTech d'une expertise de la part d'un(e) ingénieur(e) conseil qui pratique des missions d'AMO pour l'appui aux collectivités dans des missions de DSP et de suivi de gestion de service eau et assainissement. Cet appui en temps passé pour la relecture des rapports annuels et par la participation aux réunions annuelles de présentation du rapport permet d'apporter une analyse issue de la pratique.

- des **MISSIONS INFORMATIQUES** : AgroParisTech donnera accès à sa base de données hébergée sur OVH. Le prestataire devra se charger d'une mission de maintenance et de sécurisation de la base de manière à veiller à ce que la base de données soit protégée de toute tentative de piratage informatique. Le prestataire devra également rédiger les nouvelles requêtes en lien avec les évolutions du questionnaire ou une nouvelle exploitation des données de la base.

Pour se faire, le prestataire s'engage à respecter les normes de sécurité en vigueur liées au système, bases de données et développement et s'engage qu'à entreprendre toute action visant à contrôler, surveiller et prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité et l'intégrité des données hébergées, intégrant les mises à jour de sécurité et les actions correctrices sur la base de données.

Le prestataire se verra, en outre, attribuer les 2 missions suivantes :


1/ Création d'un script pour permettre l'importation informatique de données de la BDD Sispea vers la BDD de l'Observatoire loi Sapin (à réaliser en 2026) + Importation informatique annuelle pour procédures lancées en 2024 (à réaliser en 2026), 2025 (à réaliser en 2027), 2026 (à réaliser en 2028) et 2027 (à réaliser en 2029).

2/ Renseignement progressif de la BDD de l'Observatoire loi Sapin avec les n° Siren pour les collectivités liées à des procédures exploitables pour les années de 2008 à 2021 inclus.




## Article 4. Cadre de réalisation du projet

AgroParisTech, en partenariat avec l'OFB, réalise cette mission dans le cadre de l'observatoire des services d'eau et d'assainissement. Cet observatoire a été mené par l'ENGREF dans le cadre du Laboratoire Gestion de l'Eau et de l'Assainissement (pour les procédures lancées de 1998 à 2004), par TNS-Sofres (pour les procédures lancées en 2005 et 2006) et par AgroParisTech au sein de l'UMR G-Eau pour les procédures lancées depuis 2007.

Les **outils disponibles** pour réaliser cette mission sont les suivants :

-  une base de données MySQL, hébergée par AgroParisTech (OVH), qui recense toutes les données

enregistrées pour les procédures lancées entre 1998 et 2023 et sur laquelle l'enregistrement de nouvelles données sera réalisé en garantissant l'intégrité des informations de la base et leur confidentialité ; Cette base de données comprend l'interface de saisie en ligne du questionnaire développée avec le langage PHP sur MySQL ;

-  1 questionnaire (existant, à adapter chaque année selon le besoin) ;
-  les résultats des enquêtes précédentes (rapports d'étape, rapports définitifs, synthèses) ;
-  les extractions de la BDD Sispea

Une réunion de prise en main de ces outils pourra être organisée pour le candidat retenu en début de mission.



## Article 5. Actions détaillées par enquête (CF. calendrier en annexe)

### 5.1 Mission ENQUETE

La réalisation d'une enquête est organisée en 3 phases détaillées ci-dessous.

A chaque étape, le rôle du prestataire est la collecte des données, le remplissage de la base de données, la réalisation des requêtes, le contrôle de la fiabilité des données, l'actualisation des données dans les rapports, la synthèse et le diaporama de présentation des résultats, un premier travail d'analyse avec l'apport d'un regard « expert », jusqu'à la mise en forme finale des documents et la présentation des résultats. AgroParisTech et l'OFB supervisent ce travail, donnent les orientations pour adapter les travaux en fonction de l'évolution des besoins, administrent l'enquête, affinent l'interprétation des données, et présentent le rapport annuel au public. Ils se chargent également de la mise à disposition des données dans le cadre du RGPD et des rapports sur leur site Internet respectif.

Les productions écrites pourront s'appuyer sur les documents déjà existants, c'est-à-dire par enquête :

- 📄 2 rapports d'étapes (environ 15 pages) (non publié)
- 📄 1 rapport définitif (environ 60 pages)
- 📄 1 synthèse inter-annuelle (4 pages)
- 📄 1 diaporama de présentation des résultats annuels aux acteurs du secteur

Le prestataire peut être amené à se déplacer à Paris avec le responsable AgroParisTech du projet pour présenter l'avancée des travaux et/ou les résultats de l'enquête une fois par an.

## ■ Phase 1

**Délai de réalisation maximum de 3 mois (démarrage de la 1<sup>ère</sup> enquête en janvier 2026)**

**Recenser les publications d'appel à candidatures** réalisées par les collectivités locales ou leur groupement pour la délégation des services d'eau potable et/ou d'assainissement collectif et non collectif pour l'année *n*. Ce recensement s'effectue *a minima* à partir des publications du **BOAMP**, du **Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics**, du **JOUE**, du **MAPA** et de la presse quotidienne et régionale.

Pour chaque avis d'appel public à candidatures, les **informations collectées**, dans la mesure de leur disponibilité, sont les suivantes :

- 📄 2 sources de publication
- 📄 la date de parution
- 📄 la personne contact de la collectivité ou de son organisme de conseil, son type (mairie, regroupement de collectivités, conseil public ou privé, etc.) et ses coordonnées
- 📄 les coordonnées de la collectivité
- 📄 le département
- 📄 le type de service
- 📄 le numéro Siren et les numéros SISPEA de la collectivité et de l'entité de gestion
- 📄 le nombre d'habitants de la collectivité
- 📄 le nombre d'utilisateurs du service
- 📄 le volume facturé

**Saisie des données** dans la base de données AgroParisTech.

**Saisie du code Siren et de l'identifiant SISPEA** de la collectivité et de l'entité de gestion de SISPEA. Il faudra veiller à ce que chaque collectivité puisse être identifiée grâce à l'identifiant SISPEA (données de l'OFB).

**Production d'un rapport d'étape** qui synthétise les données recueillies. Transmission de ce rapport au responsable AgroParisTech du projet pour validation.

## ■ Phase 2

**Cette phase ne concerne que les services d'eau potable et d'assainissement collectif.**

**Délai de réalisation maximum de 8 mois (de mars à octobre)**

**Adaptation des questionnaires existants en fonction des besoins identifiés par l'OFB et AgroParisTech.**

**Préparation de l'interface de saisie en ligne** permettant aux personnes enquêtées de renseigner le questionnaire sur Internet, grâce à un code généré pour chaque enquêté.

**Préparation du mailing pour l'envoi des questionnaires** aux collectivités et aux bureaux de conseil. Il consiste en un travail de publipostage de façon à ce que les courriers d'accompagnement (avec code d'accès à la saisie en ligne) et les questionnaires soient nominatifs en vue d'en faciliter l'identification au moment des retours (identifiant, nom de la collectivité, type de service). La mise sous pli et l'envoi sont effectués par AgroParisTech.

**Relance.** Après un délai d'environ 3 semaines après l'envoi du mailing, la **relance par courriel et par téléphone** débute et doit permettre d'obtenir des questionnaires qui n'ont pas été retournés et/ou de compléter ceux qui n'ont pas été intégralement renseignés. Cette étape est essentielle car elle doit permettre un taux de représentativité suffisant de façon à ce que les résultats de l'analyse soient fiables. Le prestataire tiendra le responsable de projet d'AgroParisTech informé de l'avancement. Le prestataire ayant reçu des questionnaires mal renseignés devra prendre contact avec les collectivités et leur proposer un appui au renseignement des données, par exemple, avec la transmission des RAD et RPQS.

Le taux de retour cible est de 50%.

**Saisie des données** dans la base de données d'AgroParisTech.

**Production d'un second rapport d'étape** qui présentera les retours de questionnaire et l'analyse de la représentativité de l'échantillon retour pour validation. Transmission de ce rapport pour validation au responsable AgroParisTech du projet et à l'OFB.

### ■ Phase 3

**Délai de réalisation maximum de 7 mois (fin de l'enquête en novembre)**

**Traitement et exploitation des données avec un contrôle de la fiabilité des données importées de la BDD Sispea et au moyen des requêtes et des méthodes statistiques.**

Cette exploitation des données permettra de mettre en avant les éléments suivants à l'aide de graphes, de tableaux et de commentaires dans le respect du RGPD :

- présentation de l'échantillon
- analyse de la situation avant procédure
- marché de la délégation
- analyse de la situation après procédure
- informations sur le conseil.

Réalisation *a minima* des tableaux et graphes du rapport de l'année précédente.

**Préparation d'un projet de rapport** qui sera révisé par le responsable AgroParisTech du projet en relation avec l'OFB.

**Finalisation des documents de synthèse.**

**Préparation d'un projet de diaporama de présentation** des résultats de l'enquête.

**Production du fichier xls d'extraction des données de la BDD pour mise à disposition du public.**

## 5.2 Mission EXPERTISE

Dans le cadre de l'enquête par un(e) expert(e) conseil aux services d'eau et d'assainissement qui conduit des missions d'AMO pour accompagner les procédures de DSP et suivre la vie des contrats de concession eau et assainissement.

**Participation à la réunion de restitution** pour apporter un éclairage complémentaire dans les échanges avec les acteurs du secteur (opérateurs, usagers, FNCCR, ministères).

## 5.3 Mission D'INFORMATIQUE

**Élaboration des nouvelles requêtes** dues à des modifications des questions ou à l'émergence de nouvelles questions à partir des données existantes (env. 5 modifications par an).

**Maintenance liée à l'hébergement de la base de données sur Internet.**

**Mise à jour des protocoles de sécurisation** de la base de données.

**Création d'un script pour permettre l'importation informatique de données de la BDD Sispea vers la BDD de l'Observatoire loi Sapin** (à réaliser en 2026) + Importation informatique annuelle pour procédures lancées en 2024 (à réaliser en 2026), 2025 (à réaliser en 2027), 2026 (à réaliser en 2028) et 2027 (à réaliser en 2029).

**Renseignement progressif de la BDD de l'Observatoire loi Sapin avec les n° Siren** pour les collectivités liées à des procédures exploitables pour les années de 2008 à 2021 inclus.

## **Article 6. Contraintes de réalisation**

Pour chaque enquête, afin de respecter les délais imposés par l'OFB, il est indispensable que le mailing soit opérationnel fin mars. Cela permet aux personnes enquêtées de traiter le questionnaire avant les congés d'été.

Le rapport définitif et les synthèses concernant les procédures lancées l'année  $n$  seront produits en novembre de l'année  $n+2$ , soit, **en novembre 2026 pour l'enquête 2024, novembre 2027 pour l'enquête 2025, novembre 2028 pour l'enquête 2026 et novembre 2029 pour l'enquête 2027.**

## **Article 7. Profil du prestataire**

Pour le bon déroulement de sa mission, le prestataire doit toujours maîtriser trois types de savoir / compétences :

- techniques d'enquête, analyse statistique (tests), analyse de données et de visualisation des données.
- bonne connaissance du fonctionnement des services d'eau potable et d'assainissement et des enjeux autour des contrats de concession.
- maîtriser la gestion d'une base de données (maintenance, sécurisation, exploitation)

## **Article 8. Structuration du marché**

### **8.1 Allotissement**

Le marché n'est pas alloti en application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, ce marché est global. En effet, un allotissement de ce marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement difficile et financièrement plus coûteuse. En effet, chaque phase de l'enquête nécessite l'utilisation des données de la phase précédente et de la méthodologie de l'analyse doit être la même sur chacune des trois années d'étude.

### **8.2 Forme du marché**

Il s'agit d'un accord-cadre à bon de commandes mono-attributaire, en application des articles R.2162-1 à R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant minimum annuel est de 35 000 € H.T. et le montant maximum annuel est de 50 000 € H.T.

## **Article 9. Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du ou des marchés sont, par ordre de priorité décroissante :



1. L'acte d'engagement (ATTRI1) signé des deux parties ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. L'offre financière du Titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. Le mémoire technique et la documentation technique du Titulaire dont seul l'exemplaire conservé par AgroParisTech fait foi ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Est réputée non écrite toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les clauses des autres pièces du marché. Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

## **Article 10. Durée de validité du marché et début d'exécution du marché**

Le marché prend effet à compter au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

## **Article 11. Date de fin de l'exécution**

Le marché prend fin à compter de la date d'admission définitive des prestations de la quatrième et dernière vague d'enquêtes.

## **Article 12. Reconduction du marché**

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an ferme à compter de sa notification. Le marché est reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois sans que sa durée totale ne puisse dépasser quarante-huit (48) mois. Cette reconduction s'effectue à la date d'anniversaire du marché.

En cas de non reconduction à l'issue de la période ferme ou d'une période de reconduction, AgroParisTech devra informer le titulaire trois (3) mois avant la date d'anniversaire du marché. L'absence de reconduction est le pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur.

## **Article 13. Format et support**

### **13.1 Présentation des documents**

Le titulaire et AgroParisTech établissent les principes de l'arborescence de la numérotation des documents à produire, y compris par les entreprises, de la codification, des cartouches, etc. avec utilisation d'une charte graphique agréée par le maître d'ouvrage.

### **13.2 Modalité de remise des documents**

Les autres documents sont envoyés par courrier et message électronique, déposés sur une plateforme de téléchargement ou autres supports, ou bien remis directement au maître d'œuvre lors d'une réunion.

### **13.3 Format des rapports et des dossiers**

Les rapports ou les dossiers validés sont transmis sous format électronique.  
Les rapports sont transmis sous format PDF non protégé.

### **13.4 Poids des documents remis**

Pour l'exécution du marché, si le fichier ne peut être reçu par mail par le pouvoir adjudicateur pour une question de taille (nombre de méga octets trop importants), le fichier pourra être envoyé via une plateforme de téléchargement sécurisée soumise à l'approbation et l'aval du pouvoir adjudicateur, et compatible avec les capacités de récupération du service bénéficiaire ou sur tout autre support informatique.

## **Article 14. Obligation du titulaire**

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations du présent marché conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à AgroParisTech les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le titulaire est réputé d'avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur les livrables qui ne portent en aucune manière atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la vie privée, l'image et l'honneur. Il garantit de même que ces contenus sont conformes à la déontologie professionnelle et ne constituent ni dénigrement, ni une diffamation.

Le titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais au pouvoir adjudicateur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution, telle que, l'identité de la ou des personnes ayant de pouvoir l'engager, tous les changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous les changements affectant les personnes chargées de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié pour le suivi global de l'exécution. Ce dernier sera l'interlocuteur unique d'AgroParisTech pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation des prestations. Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'exécution des prestations.

De plus, le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du titulaire affecté à l'exécution des prestations, le titulaire prend à ses frais toutes mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux d'AgroParisTech. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité de l'établissement. Ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du titulaire.

Dans le cadre de l'exécution des prestations contractuelles, les intervenants du titulaire peuvent participer sur invitation d'AgroParisTech à des réunions de travail. Si les réunions se déroulent dans les locaux d'AgroParisTech, les stipulations l'alinéa précédent s'appliquent.

## **Article 15. Admissions des prestations**

### **15.1 Décisions d'ajustement, de réfections ou de rejet notifiées par le pouvoir adjudicateur**

Si AgroParisTech n'admet pas les prestations remises par le titulaire, il peut prendre les décisions suivantes :

- Ajournement dans les conditions définies par l'article 29.2 du CCAG PI ;
- Réfaction dans les conditions définies par l'article 29.3 du CCAG PI ;
- Rejet dans les conditions définies par l'article 29.4 du CCAG PI ;

### **15.2 Conséquence de l'admission des prestations**

L'admission par AgroParisTech des prestations réalisées par le titulaire emporte l'adhésion d'AgroParisTech aux éventuelles modifications du programme.

### **15.3 Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Si les causes invoquées sont recevables, le pouvoir adjudicateur notifiera son accord de prolongation par écrit ou par mail.

## **Article 16. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen**

### **16.1 Détermination des prix**

Le présent marché est à prix forfaitaire dont les montants sont détaillés dans l'offre financière du candidat.

L'unité monétaire est l'euro.

Le prix des prestations est fixé hors TVA. Il comprend toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, ainsi que les frais d'installation, de mise en service et de paramétrage.

Il comprend également les frais de déplacement, d'hébergement et tous les autres frais des personnels du titulaire pour l'exécution des prestations.

### **16.2 Contenu des prix et prix de règlement**

La TVA applicable est celle en vigueur à la date du fait générateur.

### **16.3 Révision des prix**

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé « mois Mo ».

Les prix sont fermes la première année, puis révisibles une fois par an à la date anniversaire du marché (date de notification), sur la base de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \times (BT40 / BT40_o))$$

Dans laquelle :

P : Prix de règlement

P<sub>o</sub> : Prix initial

BT40<sub>o</sub> : valeur de l'indice « Honoraires SYNTEC » - connu au mois M0, ou lors de la précédente révision

BT 40 : valeur de l'indice « Honoraires SYNTEC » - publié au jour anniversaire de la date indiquée sur la lettre de notification

A chaque révision de prix, la facture du premier mois révisé devra indiquer le pourcentage de révision appliqué par rapport au prix initial. Le calcul de la révision de prix sera effectué par le titulaire et accepté par AgroParisTech après vérification. La révision se fait à la hausse, comme à la baisse.

La révision se fait à la hausse, comme à la baisse.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition de l'indice ci-dessus avant le terme du présent marché, si un nouvel indice était publié pour se substituer à celui actuellement en vigueur. Les prix des prestations se trouveraient de plein droit indexé sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien au nouvel indice s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Si une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est pas procédé à aucune autre révision.

À chaque révision de prix, la facture du premier mois révisé devra indiquer le pourcentage de révision appliqué par rapport au prix initial.

La demande de révision de prix est obligatoirement à l'initiative du titulaire du marché qui l'envoie dans un délai de deux (2) mois avant la date de reconduction du marché. AgroParisTech valide ensuite cette dernière si elle respecte les conditions décrites ci-dessus dans un délai de trente (30) jours.

Si les parties ont un désaccord sur la révision des prix. Ils s'efforcent alors de trouver une solution à l'amiable.

En cas de silence du titulaire du marché après un délai de quinze (15) jours calendaires à la suite de la non validation de la révision de la part d'AgroParisTech. AgroParisTech met en demeure le titulaire de bien vouloir procéder à la rectification ou de répondre aux observations formulées par AgroParisTech. Les parties appliquent les prix avant la révision tant qu'elles ne trouvent pas un accord.

Dans le silence gardé par AgroParisTech à l'expiration dudit délai, la révision des prix est considérée comme acceptée.

En cas d'absence d'envoi dans le délai énoncé de la révision des prix. La révision des prix ne pourra être prise en compte et les prix de l'année en cours seront applicables durant douze (12) mois.

## 16.4 Clause de sauvegarde

AgroParisTech se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché lors d'un changement de tarifs, dès lors que ce changement aboutit à une augmentation annuelle de plus de 3%.

## 16.5 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 16.6 Avance

Une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le titulaire renonce au versement de l'avance forfaitaire, il stipulera sa décision sur l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

## 16.7 Prestations similaires

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestation similaire en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

## 16.8 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et figurant au présent CCP, l'ajout ou la suppression de fournitures et prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

## Article 17. RGPD

### 17.1 Opérations concernées

Le titulaire du marché est tenu de respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) issu du règlement UE 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016.

Constitue une donnée à caractère personnel (article 4.1 du RGPD) « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (dénommée dans le RGPD « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ».

Un traitement est, quant à lui, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » (article 4.2 du RGPD).

### 17.2 Rôle des parties

- **AgroParisTech est « responsable du traitement »** au sens de l'article 4.7 du RGPD : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement (...) »

- **Le titulaire est le « sous-traitant »** au sens de l'article 4.8 du RGPD : « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ».
- **Le sous-traitant du marché public est le « sous-traitant du sous-traitant »** au sens de l'article 28.2 du RGPD : lorsque le « *sous-traitant recrute un autre sous-traitant* »

### 17.3 Obligation de confidentialité du titulaire

1. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
2. Recueillir l'accord préalable de l'établissement avant toute intervention d'un tiers dans le traitement des données personnelles du site web d'AgroParisTech.
3. Prendre en compte la protection des données personnelles dès la conception du site web.
4. Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider AgroParisTech à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Les coordonnées du Délégué à la Protection des Données (DPO) d'AgroParisTech seront transmises au titulaire consécutivement à la notification du marché.

Le titulaire notifie au Délégué à la Protection des Données (DPO) d'AgroParisTech toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de **48 heures** après en avoir pris connaissance au moyen d'un courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Si la violation est le résultat d'une défaillance technique, la DSI d'AgroParisTech doit également être informée dans des délais maximum de 48H et par courriel.

La notification de la violation de données personnelles contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures préconisées pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Sur demande du DPO, le titulaire du marché met à la disposition la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits.

## Article 18. Normes, spécifications techniques et sécurités

### 18.1 Normes

Les normes applicables au marché sont les normes en vigueur.

### 18.1 Spécifications techniques

Les spécifications techniques applicables au marché sont les spécifications techniques en vigueur.

## 18.2 Sécurités

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

## Article 19. Personnel du titulaire

### 19.1 Identification du personnel du titulaire

Chaque membre du personnel du titulaire intervenant dans les locaux d'AgroParisTech doit être identifié en amont.

### 19.2 Comportement du personnel du titulaire

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et de l'usage des matériels et équipements de l'Administration.

Le personnel du titulaire doit respecter les consignes de préventions, sanitaires et d'incendie.

### 19.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Le titulaire est responsable des actes et fautes commis par son personnel dans les locaux d'AgroParisTech. Il est tenu de réparer ou indemniser le préjudice qui en résulte pour la personne publique.

## Article 20. Considération environnementale

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papiers. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts durablement (labels FSC, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur.

## Article 21. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (voir les normes et les spécifications techniques).

## Article 22. Utilisation des résultats

### 22.1 Définition des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens..



Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

## **22.2 Régime général des connaissances antérieures**

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures.

L'acheteur et le titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats, en ce y compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure non prévue dans l'offre. Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures par l'acheteur.

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats. Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

## **22.3 Régime des résultats**

### **22.3.1 Finalité et besoins d'utilisation des résultats**

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;



- pouvoir procéder aux opérations d’archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l’acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d’utilisation
- assurer ou faire assurer par tout tiers l’évolution de tous résultats, en ce y compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d’un transfert de compétences de l’acheteur.

### 22.3.2 Droits de l’acheteur – régime des données

Le titulaire informe l’acheteur de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l’objet d’une protection par un titre de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques. Le titulaire concède à l’acheteur une licence d’utilisation non exclusive des droits de propriété intellectuelle afférents à ces résultats, pour les finalités et besoins d’utilisation mentionnés au présent article tels qu’applicables au marché, comprenant le fait de pouvoir utiliser les résultats pour continuer les recherches. Cette licence couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée de validité de la protection. Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché. Le titulaire accomplit toutes les formalités requises pour rendre la licence d’exploitation opposable aux tiers, dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans le montant du marché.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l’acheteur. Le titulaire dispose d’un accès aux données dans le cadre de l’exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s’interdit d’en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et express de l’acheteur.

### 22.4 Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

L’acheteur autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l’acheteur, sous réserve de la confidentialité d’informations intégrées dans les résultats. Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l’acheteur pour l’exécution du marché, le titulaire sollicite l’accord de l’acheteur.

Le titulaire s’engage à ce que l’exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l’image de l’acheteur. Le titulaire peut publier les résultats sous réserve du respect des obligations de confidentialité fixées à l’article 5 et du régime de confidentialité des résultats, et de l’accord préalable de l’acheteur si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l’exécution du marché.

La publication mentionne que les résultats ont été financés par l’acheteur.

**De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l’utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d’utilisation applicables au marché.**

**En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l’acheteur conserve les droits d’utilisation applicables au marché.**

## **Article 23. Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

## **Article 24. Cautionnement**

Le titulaire n'a pas à constituer un cautionnement.

## **Article 25. Suivi administratif du marché**

Les parties s'engagent à se concerter dans un esprit de coopération pour fournir les informations réciproques nécessaires à la bonne exécution du service, à lever les éventuelles ambiguïtés et résoudre sans délai les difficultés qui se présenteraient.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG - PI, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à AgroParisTech les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son identification bancaire ;
- A son capital social.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Toute notification devant être adressée au terme du présent marché est considérée comme valablement adressée si elle est envoyée au représentant de l'une ou l'autre des parties par e-mail avec accusé de réception.

## **Article 26. Confidentialité et sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention diffusion restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution du présent marché devront être considérés comme strictement confidentiels.

Les personnels du Titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le Titulaire.

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de cinq années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures techniques et humaines nécessaires à cette fin.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des fichiers d'AgroParisTech et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers d'AgroParisTech.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par les membres du groupement et des copies qui auraient pu être faites.

AgroParisTech s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le Titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données d'AgroParisTech.

AgroParisTech accepte que le Titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale d'AgroParisTech et à l'objet général du marché.

## **Article 27. Exécution financière du marché**

### **27.1 Présentation des factures**

Conformément à la loi n° 2019.486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cocontractants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande et du marché.

Dans l'entête de la demande de paiement, les informations à faire figurer sont :

- Le numéro SIRET d'AgroParisTech tel que figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande ;
- Le code service de l'entité à facturer figurant sur le bon de commande ;

- Le numéro du présent marché tel que communiqué par AgroParisTech et figurant sur le bon de commande.

Les factures doivent en outre comporter :

- La référence du présent marché ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation des prestations commandées ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;

## **28.2 Règlement des sommes dues**

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception de la facture et de l'établissement d'une attestation de service fait par AgroParisTech conformément aux articles L.2192-10 et L.2192-11, et R.2192-10 à R.2192-15 du code de la commande publique.

En cas de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur sera contraint de verser des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, conformément aux articles L.2192-12 à L.2192-14, et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par AgroParisTech en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint à l'acte d'engagement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

## **Article 29. Pénalités**

L'application des pénalités en cas d'inexécution du titulaire est une faculté de l'établissement. Les pénalités sont encourues après simple constatation écrite du manquement par la personne publique et sans mise en demeure préalable.

### **29.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard d'exécution d'une phase prévue au présent CCP, le titulaire encourt une pénalité de 100€HT par semaine de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### **29.2 Pénalités pour défaut d'exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de non-exécution des prestations partielles ou total d'une prestation, le titulaire subira une ou plusieurs pénalités selon les calculs suivants :

- 100€ HT par semaine de retard.

### **29.3 Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant HT total du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article 30. Circonstances exceptionnelles**

### **30.1 Force majeure**

Est assimilé aux cas de force majeure tout fait et événement imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible, c'est-à-dire, une situation dans laquelle le Titulaire et ou l'acheteur se trouvent dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution.

Lorsqu'elle est établie, la force majeure ne pourra donner lieu au paiement de dommages et intérêts et à l'application de pénalités.

### **30.2 Imprévision**

Il est fait application de l'article L6-3° du Code de la commande publique. Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité couvrant les surcoûts liés à l'exécution.

## **Article 31. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire**

En application de l'article 27 du CCAG PI, AgroParisTech fera procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **Article 32. Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

### **OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – DROIT DU TRAVAIL**

Le titulaire met à disposition tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>).

Le cas échéant, en cas de sous-traitance, si le sous-traitant recourt à des salariés détachés, il doit également produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

### **Article 33. Responsabilités et assurances**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'AgroParisTech et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et est maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvre notamment :

- Toute faute professionnelle du Titulaire ;
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- Les actes de malveillance.

Le Titulaire et les sous-traitants agréés fournissent une attestation d'assurance dans le délai accordé justifiant qu'ils sont couverts pour les cas listés ci-dessus.

Tout défaut de production d'une telle attestation d'assurance est un motif de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

### **Article 34. Différends entre les parties**

En cas de désaccord sur les modalités d'exécution ou d'interprétation du présent marché, les parties se rapprochent en vue de convenir d'un accord avant tout recours contentieux. A défaut, il est fait application de l'article 43 du CCAG - PI.

En cas de contestations relatives à l'application du présent marché, le tribunal administratif de Versailles est seul compétent.

### **Article 35. Résiliation**

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG - PI.

### **Article 36. Dérogations au CCAG - PI**

Il est dérogé aux articles du CCAG - PI, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

--	--

Article(s) du CCP	Article(s) du CCAG - PI
Article 8	Article 4.1
Article 15	Article 14.1
Article 19	Article 43